

Prise de parole pour l'UL FO de Saintes

Mardi 9 novembre 2018, palais de Justice

Après s'être attaqué au Code du travail, aux prestations sociales ou à la SNCF, le gouvernement veut faire table rase de l'ensemble des conquêtes sociales : réforme du système de santé, de l'assurance chômage, de la Fonction publique ou du système de retraite. Ainsi le président de la République déclare-t-il dans le JDD du 30 septembre qu'il veut « poursuivre la transformation en profondeur ». Plus qu'une transformation il s'agit d'une destruction totale du modèle social. Ce discours d'autorité qui présente le libéralisme débridé et l'austérité comme les seules solutions à tous les problèmes de la France ne doit pas nous tromper : ceux qui ont à y perdre ne sont pas les actionnaires, les patrons ou les banquiers qui ont bénéficié de cadeaux fiscaux, mais les travailleurs, les retraités, les chômeurs, et les jeunes. L'individualisation des droits mène à la destruction de l'égalité et de la solidarité, sans possibilité pour les travailleurs de se défendre. Et non, le service public n'est pas une charge financière qui coûte « un pognon de dingue », c'est la sécurité, la garantie d'accès à des soins, à l'éducation ou à des transports pour tous et partout.

Ce que le gouvernement appelle « réformes » ne sont que des mesures d'austérité, des mesures régressives. Le gouvernement voudrait pourtant que nous acceptions ces réformes, nous promettant un avenir de progrès et de réussite. Les réformes, c'est la modernité : seuls les réactionnaires les refuseraient !

Mais est-ce que précariser les travailleurs pour les laisser seuls face à leur patron est un signe de progrès ?

Est-ce que supprimer des postes ou des services dans les hôpitaux et forcer les citoyens à faire toujours plus de route pour se soigner est un signe de progrès ?

Est-ce que des classes de collège à plus de trente élèves et de lycée à plus de trente-cinq sont des signes de progrès ?

Est-ce que la multiplication des petits boulots est un indice de l'amélioration de la situation économique ?

Est-ce que des retraites diminuées et sans montant garanti seraient un progrès par rapport à un système fondé sur la solidarité entre générations ?

A Force Ouvrière nous refusons cette société du chacun pour soi. Au nom du dogme de la croissance continue nous devrions accepter ces mesures d'austérité sans nous plaindre. Il est

temps de réagir ! Un pays qui s'enrichit quand la majorité de la population se trouve dans la misère et la précarité est un objectif que nous refusons. Le mépris affiché dans la communication du gouvernement est inadmissible !

Face à ces mesures antisociales, la réponse doit être forte. A FO nous pensons que les actions corporatives ne peuvent prendre la mesure des attaques que subissent les travailleurs : c'est maintenant qu'il faut s'organiser collectivement, sans isoler les travailleurs. Le gouvernement veut nous diviser : à l'entendre les problèmes de chaque catégorie s'expliqueraient par les avantages des fonctionnaires, des retraités, des cheminots, ou des étrangers... Ce discours ne cherche qu'à nous dresser les uns contre les autres, parce qu'il sait que c'est ensemble que nous sommes forts, que nous pouvons résister et affirmer nos droits. Pas par des journées d'actions qui ne nous font que perdre une journée de salaire de plus, mais par un rapport de forces qui permettra de faire aboutir nos revendications :

- La défense des emplois, des conventions collectives et de la hiérarchie des normes ;
- Le maintien d'un service public accessible partout et pour tous, et du statut de fonctionnaire ;
- Le maintien de tous les régimes de retraite par répartition : Non à la retraite par points !
- La défense de la Sécurité Sociale ;
- L'augmentation des salaires, des retraites, des pensions et des minimas sociaux.

Et c'est dès aujourd'hui, demain, dans chaque entreprise, chaque établissement, chaque service qu'il faut se réunir et s'organiser pour préparer la grève interprofessionnelle reconductible afin de faire barrage à la violence des attaques contre le public comme le privé, d'affirmer nos revendications et d'en obtenir satisfaction.